

« *Nzambe aseveli te* »

La Covid-19 et polarisation langagière à Kinshasa

Par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

L'acquisition de la langue parlée, pour la communication, constitue l'un des exploits à réaliser par le petit enfant auquel les aînés veillent à côté de la marche en bipédie. On comprend pourquoi les railleries s'en suivent lorsque cet apprenant trébuche ou commet des fautes langagières. Parvenir à bien parler et à comprendre l'autre dans sa communauté est vu comme un bond qualitatif dans ce long et pénible processus de socialisation et d'inculturation.

Et l'un des savants en sciences sociales¹ a souligné l'importance de la langue comme un des fondements de la socialité. En effet, communiquer ne doit pas se limiter sur les aspects d'échanges des paroles, des messages entre individus ou groupes sociaux. La langue, avec tout ce qu'elle véhicule, sert également de support aux valeurs en vigueur dans une société ; présente dans toutes les sociétés et cultures connues, l'existence des interdits de langage participe de cette logique. On ne dit pas n'importe comment n'importe où, voulons-nous insister.

¹ Lévi-Strauss, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon, 1962.

Afin d'apaiser l'inquiétude des esprits et l'appréciation des stratégies dans la maîtrise de la situation, il est d'observation que l'avènement d'une surprise appelle toujours le recours à des supports existants dont la langue. Celle vécue en République démocratique du Congo (RDC) avec la Covid-19 n'a pas échappé à cette constance. Qu'est-ce qui peut être retenu de la communication langagière à la suite de cette crise sanitaire mondiale ?

La réponse à cette question fonde l'économie de la présente étude ; une étude qui n'a pas la prétention d'avoir procédé à l'observation de longue durée que requièrent les canons de la discipline anthropologique². Néanmoins la présente restitution s'inscrit dans la logique de : « témoin au sens premier du terme, à la fois celui qui voit et celui qui souffre, celui qui expérimente le décalage entre plusieurs mondes, mais obéissant à un impératif de connaissance. (...) en se rendant étranger à soi-même pour appliquer le raisonnement ethnographique aux mondes sociaux dont l'ethnographe est le plus proche³. »

Outre cette introduction, l'étude se dévoilera en trois principaux points. Le premier met des étiquettes sur le contexte général de la RDC. Le rappel de ses grandes calamités en constitue le deuxième point ; tandis que le troisième et dernier point se prononce sur la polarisation langagière. C'est-à-dire sur ce que la Covid-19 aura été capable de féconder en termes d'expressions et habitudes. Une conclusion, assortie de quelques leçons apprises, la termine.

² Philippe Laburthe-Tolra et Jean-Pierre Warnier, *Ethnologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 2003, p. 382.

³ Stéphane Beaud et Florence Weber, « Le raisonnement ethnographique », in Serge Paugam (Sous dir.) *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2014, p. 237) pp. 225-246.

1. L'étiquetage sanitaire de la RDC

Ce premier point se charge de survoler quelques traits caractéristiques de cet immense pays. Un Etat qui donne du fil à retordre à tous ceux qui rêvent d'y séjourner pour un voyage d'affaire. Autant de potentialités inexploitées dans bon nombre de domaines. Sa place et son histoire dans les évènements mondiaux, sont des premiers aspects qui seront esquissés. Ensuite viendra sa triste réalité situation sanitaire.

Il s'ensuit que l'état de délabrement des formations sanitaires demeure une réalité indéniable. Dans les localités où les prérogatives de l'Etat s'exercent aléatoirement, notamment dans les milieux où elles se résument en la présence d'un fonctionnaire qui vit son affectation comme une corvée. Pour lui, la tentation de l'invasion est grande. En conséquence, au lieu qu'il s'investisse activement dans l'amélioration de la situation, il se voit hanté par le réflexe de l'entame de nouvelles démarches pour la réaffectation dans un milieu urbain. C'est ainsi que, faute des moyens conséquents de l'Etat, toute intervention d'où qu'elle vienne est bien accueillie en dépit du sempiternel décalage entre les prévisions et les réalisations.

Par tout ce qu'elle représente en potentiel, son exploitation est décidée à mille lieux de là. Tous les domaines dits stratégiques pataugent face à la rapide évolution que certains pays sud-asiatiques, ayant vécu des situations similaires rivalisent d'ardeur depuis des décennies.

Ayant adopté des formes plus subtiles et modernes (les exonérations à l'importation et à l'exportation), ce qu'un journaliste à la présidence décrivait en son temps semble avoir des répercussions néfastes sur le quotidien qui signent l'existence de « l'Etat néant ». A cet effet, il s'étonnait en ces termes :

« A-t-on déjà entendu parler de financement réussi des fermes, des sociétés de transport ou d'autres activités industriels ? A-t-on jamais entendu parler du nombre des chômeurs ? Mais qu'un chômeur, pour survivre, décide d'aller acheter des produits à l'intérieur, il trouve sur ce qui reste des routes du Bas-Congo et de Bandundu que personne ne songeait à réparer, des péages illégaux installés par des militaires armés, tous les trente à cinquante km. A ces péages les chauffeurs de camions versent environs 30.000 NZ en mars 1996. Souvent, les passagers qui emplissaient ces véhicules destinés aux marchandises débarqués individuellement pour une somme déterminée, avant de remonter abord, l'un après l'autre.⁴ »

Restons dans le contexte de la santé pour y épingler certains de ses aspects qui signent son état végétatif. Partant de la liste des morbidités des populations africaines cela ne fait plus l'objet de discussion par ses dirigeants politiques. Car l'entretien du mythe de toujours aller se faire soigner à l'étranger explique tout le malheur qui subsiste dans ce domaine. Des soins de santé à l'étranger, les acteurs politiques, presque tous, scandent frénétiquement l'excellence et le sérieux de la prise en charge dont ils sont bénéficiaires, eux, et leurs dépendants directs ; alors que les efforts pour améliorer, à l'interne, ce secteur pâtit dans l'inertie, car cramponnés à l'aide extérieure.

⁴ Thy René ESSOLOMWA, N., ea, L., *La fin d'un Zombie*, Kinshasa, Génaféd, 2005, pp. 16-17.

1.1. Triste réalité sanitaire

Depuis que l'euphorie de l'accession à l'indépendance avait gagné l'ensemble de ces territoires, la santé tient encore du miracle⁵. Même dans le secteur de transport, c'est un miracle qu'un véhicule à usage commercial circule pendant une journée sans être rançonné plusieurs fois⁶. Ce n'est plus un secret pour personne, et les responsables commis à des hautes fonctions en sont bien conscients, même si la volonté pour y remédier peine à poindre à l'horizon. Pour plus d'illustration, le diagnostic posé sur l'une de ses composantes essentielles convie plus au pincement des dents. Dans cet extrait, le Secrétaire Général à la santé, s'appuyant sur la position géographique de la République, regrette et fustige entre les lignes en même temps le laxisme de ses acteurs, en ces termes :

Cette situation facilite les entrées des médicaments à travers plusieurs portes qui ne sont pas toujours licites. Ainsi, le risque de circulation des médicaments illicites à travers le pays est très élevé. (...) la nouvelle politique nationale (...) s'effectue dans un environnement pharmaceutique dérégulée. La dérégulation du secteur pharmaceutique est caractérisée entre autres par l'absence d'un système efficace de suivi de la qualité des médicaments à la fabrication, à l'enregistrement, à l'approvisionnement et pendant la distribution ; l'absence d'un système et d'une procédure de collecte permanente d'échantillons destinés à l'analyse dans un laboratoire de contrôle de qualité et l'absence d'un

⁵ PERSYN P., et LADRIERE, F., « A Kinshasa, la vie tient du miracle : Nouvelles approches en santé publique », in T. TREFON (sous dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁶ Thy René, *op cit.*, p. 19.

système de suivi de l'efficacité des médicaments et de collecte des effets secondaires⁷.

Il s'ensuit que l'état de délabrement des formations sanitaires demeure une réalité indéniable. Dans les localités où les prérogatives de l'Etat s'exercent aléatoirement, notamment dans les milieux où elles se résument en la présence d'un fonctionnaire qui vit son affectation comme une corvée. Pour lui, la tentation de l'invasion est grande. En conséquence, au lieu qu'il s'investisse activement dans l'amélioration de la situation, il se voit hanté par le réflexe de l'entame de nouvelles démarches pour la réaffectation dans un milieu urbain. C'est ainsi que, faute des moyens conséquents de l'Etat, toute intervention d'où qu'elle vienne est bien accueillie en dépit du sempiternel décalage entre les prévisions et les réalisations.

Dans ces conditions, on ne peut guère s'étonner que le système de santé congolais se maintienne à ce bas niveau de performance. Ouvrir la boîte de pandore risque de nous plonger dans des considérations historico-politiques qui rendent responsables les premières missions caritatives à l'origine de l'actuel système de santé. Levons le voile sur l'un de ses piliers qu'est le budget. La part qu'il représente dans le budget national, trahit à la fois le manque de volonté et l'une des causes de sa fragilisation. Une petite illustration de la période (2007-2011) peut être fort éclairante.

⁷ PNLP, « Faire Reculer le Paludisme » Contrôle de qualité 2007-2011, Kinshasa, Juin 2007, pp. 5, 19.

Evolution du budget alloué (en franc congolais) au Ministère de la Santé Publique en RDC (2003 à 2006)

Libellé	2003	2004	2005	2006
Budget global du pays	334 629 891 724	528 333 000 000	806 169 429 000	1 039 561 000 000
Budget accordé à la santé	16 394 063 465	28 671 595 376	35 936 413 659	41 848 168 202
Pourcentage alloué à la santé	4,90%	5,43%	4,4%	4,03%
Budget exécuté	9 012 975 111	9 355 927 078	19 676 548 930	18 756 844 993
Taux d'exécution du Budget accordé	54,98%	32,63%	54,75%	44,82%

Source : Ministère de la santé publique, *PNLP-Plan stratégique 2007-2011*, p. 23.

La lecture de ce tableau permet de constater le manque d'intérêt, qui se traduit par une part modique, mais aussi son taux d'exécution qui n'atteint jamais le maximum (100%). La grosse part, quant à elle, est affectée aux frais de fonctionnement dudit ministère, en lieu et place du renouvellement des infrastructures de base. Les équipements, la formation du personnel, et bien d'autres prérogatives dites régaliennes, font l'objet de plaidoyer auprès des bailleurs bilatéraux et multilatéraux ; et leur présence est saluée à juste titre comme c'est le cas dans cet extrait :

(...) avec les interventions des bailleurs des fonds dans certains programmes spécialisés, des améliorations notables sont signalées. Ce sont notamment : une

meilleure comptabilité, une plus grande transparence et des mécanismes de reddition de comptes plus rigoureux, une meilleure qualité des soins et une plus grande réactivité des prestataires de services, l'amélioration des infrastructures et des systèmes d'approvisionnement, le renforcement des capacités des ressources humaines et le renforcement des systèmes de suivi-évaluation⁸.

Avec ce qui vient d'être effleuré, il y a lieu de reconnaître que l'étroitesse de la présente étude ne nous permet pas d'arpenter ce secteur en profondeur. Tel ne fut d'ailleurs pas le leitmotiv de ce point. Tournons-nous à présent du côté des calamités que la RDC éprouve dans sa chair.

2. Rappel des quelques calamités congolaises

Fixons-nous à l'avance sur ce qu'on entend par *calamité*. Le Larousse, par exemple, lui donne un contenu à triple réalité suivante :

- un malheur ;
- une catastrophe ;
- un désastre⁹.

Outre la pertinence de ces précisions, il nous semble qu'un aspect important n'est pas signalé. En effet, de toutes ces acceptions, on se rend compte qu'elles ne font pas allusion aux

⁸ Guillaume KIYOMBO Mbela, KONDE N, MIMBORO M et compagnie, *HIV et renforcement des systèmes de santé : l'expérience de la RDC*, Amsterdam, KIT Royal Tropical Institute, octobre 2011, p. XIII.

⁹ Le Larousse, *Dictionnaire français*, 1998.

causes de ces états. C'est ainsi que nous formulons l'hypothèse selon laquelle une calamité serait liée à des conséquences des pratiques sociales. Celles-ci ne seraient pas venues d'un hasard de l'histoire ; l'homme aurait une part non négligeable. Cela est d'autant plus vrai même s'il est la principale victime.

Nous pouvons épingler 3 calamités qui frappent la RDC de plein fouet. Il s'agit des malheurs biologiques, des catastrophes naturelles et du désastre congolais lui-même. Au propre comme au figuré, ces connotations se vivent de manière concomitante. A y voir de près, il n'est pas biaisé de considérer que l'Afrique, dans bon nombre de ses provinces, où les travaux d'anticipation de ces événements inhérents à toute société humaine, ne s'exécutent que pour occasionner l'euphorie autour d'un individu qui n'a entre autres ambitions que de se fossiliser au pouvoir. Car le moment de sa mise à l'écart, le verdict populaire ira jusqu'à rappeler à sa mémoire qu'il appartient à une autre planète. Par conséquent, ses traces doivent être effacées.

2.1. De l'homme congolais

Nous abordons ce deuxième point consacré aux calamités congolaises connues de tous, en prenant appui sur l'utopie de Kâ Mana. En effet, cet auteur assimile les systèmes politiques qui ont régenté la vie des congolais depuis des lustres comme des maladies. Il écrit :

... il faut que naisse un nouveau type d'intellectuel, un type qui rompt le lien ombilical avec le néocolonialisme, avec le mobutisme et avec le kabilisme comme des maladies de notre société²⁷.

Porteur de la culture sur et dans son corps physique, l'homme congolais problématique est celui qui entre en conflit tant latent

qu'ouvert avec l'éthique. C'est l'homme qui se remet rarement en question pour répartir sur le bon pied.

Indexons ici l'homme moyen en politique et le public acquis à sa cause. Le premier, de par ses émotions et goûts personnels, veille à l'instauration d'un contexte social qui provoque constamment des frustrations tant internes qu'externes, une véritable politique des catastrophes ou des crises¹⁰. A l'interne, on en juge par rapport à la maturité politique de la population à s'organiser autour d'un idéal commun. Puisque c'est en Afrique, les velléités d'étouffement des voix discordantes conduit presque inéluctablement à des contestations armées. A cause des coups de force perpétrés pour accéder au sommet de l'Etat, les hommes politiques travaillent activement à l'exclusion de la majorité du mieux-être. Une population meurtrie, vassalisée à merci, et érigée en danseurs affamés, sans perspective d'avenir.

Des tels hommes, faute d'une éthique suffisamment informée, excellent dans de demi-mesures, et, sacrifient la redevabilité sur l'autel de leurs intérêts égoïstes. C'est ainsi que, qualifiant ses anciens compagnons-libérateurs, des conglomerats d'aventuriers, loin d'être une anecdote, l'ancien président de l'AFDL avait bien résumé le profil de ceux qui, à un moment crucial de l'histoire de notre pays, ont bénéficié des services des collaborateurs internes, et contribué à affaïsser l'espoir placé en eux. Vraiment des aventuriers!

2.2. Des calamités naturelles

En ce qui concerne les réalités naturelles vécues comme des calamités, empressons-nous de dire que ce n'est ni plus ni moins une fatalité. Les glissements des terrains, le réchauffement

¹⁰ Thy René, *op cit.*, p. 23.

climatique, les inondations, et bien d'autres aléas, ne peuvent en aucun cas être considérés comme relevant d'une exclusivité africaine ou congolaise. Sous d'autres cieux, c'est même pire. Il suffit de signaler les fréquents Tsunami en Indonésie, les cycliques tremblements des terres au Japon, et la manière dont ces différents gouvernements s'activent courageusement pour faire face autant que faire se peut. Et ne pas s'offusquer de l'attitude alarmiste et attentiste qui caractérise le politique congolais invite sérieusement à l'exorcisme.

Disons-le, l'absence de volonté politique doublée de l'impunité instituée en critère prépondérant pour transiter d'une institution à l'autre, exacerbe la vulnérabilité du Congo. L'auto construction, la violation des textes règlementaires en matière d'exploitation de la flore comptent parmi les facteurs dégradants du couvert végétal congolais. L'entrevoir autrement, c'est conforter la théorie du bouc émissaire institutionnel, qui postule l'idée de la sanctification du responsable et l'indexation des subalternes, à la base de la non atteinte des résultats escomptés.

2.3. Des maladies

Puisque la santé au Congo tient du miracle¹¹, que faut-il attendre d'un homme politique qui n'a jamais entrevu les problèmes sociaux en termes des programmes, quand lui-même fonctionne sous le régime de l'urgence et de l'instable. Instabilité d'être évincé au profit d'un autre. Il se voit alors autorisé à se constituer une réserve d'oxygène pour faire résister pendant la période la vache maigre.

Faisant un rapprochement des sous points à peine esquissés, on s'installe au cœur des causes des pathologies qui rongent la

¹¹ PERSYN P., et LADRIERE, F., *op cit.*

population de toutes catégories sociales confondues. En effet l'insalubrité est la voie par excellence à toutes sortes des maladies des mains sales. Cela ne peut certes étonner. La salubrité environnementale constitue une bonne barrière à bon nombre des maladies dont la liste ne peut qu'être longue.

La figuration de la RDC parmi les pays fragiles sur le plan de la santé¹² est agitée comme un plaidoyer devant les bailleurs des fonds. Un profil qui avilit.

3. La polarisation langagière à la suite de la Covid-19

Les études consacrées à la Covid-19 se trouvent encore dans les laboratoires des scientifiques. Etant un sujet d'actualité, nous sommes certains qu'après un temps assez court, les angles d'attaque fourmilleront dans tous les sens. Puisque les axes s'affinent, le nôtre, encore informe, a privilégié celui du langage. Il s'inscrit dans le constat programmatique de Dell H. Hymes, lorsqu'il écrit : « à tous les niveaux de la vie, les hommes parlent, échangent et communiquent¹³. » Comme on peut s'en rendre compte, cette phrase convie plus à considérer que l'échange des messages demeure une activité au cœur de la vie sociale. Comment le contraire serait-il envisageable car, un silence, même imposé dans un groupe humain, constitue un message ?

Il est vrai que, dans toute communauté humaine tant qu'elle n'est pas encore réduite en ruine, ses habitants s'échangent des messages. Et l'évocation des calamités ci-haut demeure un de ses hauts lieux où la parole est libérée avec vigueur. Lors de la tenue des ateliers d'évaluation, de plaidoyers ainsi qu'au cours des campagnes de sensibilisation, les responsables se fourvoient pour se

¹² Waldman, R., *Health in fragile States, Country Case Study : Democratic Republic of the Congo, Arlington, BASICS/USAID, 2002.*

faire entendre afin d'attirer l'attention des décideurs d'une part, et de la communauté tout entière d'autre part, sur une question jugée cruciale et bénéfique pour tout le monde.

Jamais une mobilisation, outre celle due au corona virus n'avait concerné autant des secteurs. De la présidence de la République au dernier habitant de Kimbanseke, en passant par les institutions du pays, des nouveaux vocabulaires se sont frayé des espaces jusque-là insoupçonnés dans le quotidien des congolais. Suivant un certain nombre des considérations, nous en glanons quelques-uns avec leurs corollaires dans le domaine de la communication langagière.

Ainsi parmi des nouveaux vocabulaires qui ont enrichi la litanie des langues vernaculaires congolaises, se trouvent les suivants : l'état d'urgence sanitaire, la vaccination, les précautions, et le confinement. L'ambition nourrie de ce dernier est celle de démontrer comment ces vocables ont alimenté exponentiellement l'activité de communication des congolais.

3.1. L'état d'urgence sanitaire

Situation exceptionnelle dans un Etat, l'état d'urgence se décrète lorsque l'invasion par une armée étrangère est attestée. C'est une décision à prendre par le Président de la République, après concertation avec les autres institutions notamment l'Assemblée Nationale et le Sénat. Celui lié au corona virus fut décrété en date du 25 mars 2020.

En dépit du fait que la mesure visait la préservation de la contagion à d'autres provinces à partir de Kinshasa, la capitale a vécu un des moments sombres de son histoire. Avec le ralentissement des activités économiques, la population, les hommes politiques en ont profité pour se livrer à une bataille

cathartique comme à l'accoutumé. Des analystes politiques ont envahi les plateaux des télévisions pour appuyer ou exhiber leurs mécontentements vis-à-vis de cet état des choses. Les tweets ont circulé dont l'un a épinglé, dans le langage kinois : « *eza* affaire *ya lokotro* » ; « coop ».

Cependant, personne ne pouvait s'imaginer qu'un jour les avions, les véhicules et autres moyens de transports pourraient être frappés d'interdiction pour traverser les frontières inter-provinciales avec des passagers à leurs bords. Un tel arrêt officiel a dans un premier temps, fait frémir les usagers et après, tout le reste de la population potentielle bénéficiaire indirecte.

Des espaces qui, d'habitude, grouillent de monde : lieux de culte religieux, bars, restaurants, universités, parlement-débout, etc ont été sommés de réduire leurs rassemblements au strict minimum. Un silence économique, religieux, politique, académique s'est accompagné aussi d'une forte activité langagière sans précédent au sein de la population. Les rumeurs ont enflé allant dans le sens de la théorie du complot ; c'est-à-dire de l'extermination de l'homme Noir par l'homme Blanc. Des messages n'ont pas tari dans les réseaux sociaux ; des échos et images en provenance des épices du corona virus où les ravages ont sévi sans commune mesure, et ont fermenté à leur manière les discussions entre pairs. Mais la levée partielle de cette décision a enregistré une sorte liesse populaire chez les habitués des bistrotts et autres lieux de tolérance.

3.2. La vaccination

Se situant dans la même veine que le précédent point, l'annonce de la vaccination de la population congolaise, au motif que la RDC serait candidate au nouveau vaccin, a soulevé même un tollé de réactions à l'échelle du continent noir. Tout ce qui s'est raconté à l'échelle mondiale allant dans le sens du

néomalthusianisme médical, à l'encontre de la population africaine, a contraint le secrétaire du comité de lutte contre le Coronavirus à se dédire. Ce, après avoir compris que cette prise de position politique ne devrait être observé que chez les politiques.

Non contente de cette annonce, la population, à travers les zones de santé rurales, a barré la route à des jeeps malgré les logos et les plaques d'immatriculation qu'elles arboraient. Ces engins ont rebroussé chemin avec toute leur cargaison. En revanche, c'est la vaccination de routine qui a été impactée à cause de ce rejet généralisé et, a contraint le ministère de tutelle, alors que c'est traditionnellement la charge du Programme Elargi de Vaccination (P.E.V.), à signer le communiqué en faveur de la vaccination destinée aux enfants de moins de 5 ans. A défaut de cette reprise, le calendrier vaccinal était déjà compromis.

La colère d'une africaine contre l'épidémiologue congolais, ne s'est exprimée avec euphémisme, lorsqu'elle l'a convié à « ne livrer uniquement que les membres de sa propre famille à cette immunisation » car, argumenta-t-elle, aucun autre africain n'est prêt à accepter cette mort collective programmée à l'avance. Encore une fois de plus, l'angoisse s'est emparée de la masse jusqu'à réserver des commentaires très hostiles à cette pratique qui, d'ordinaire, les relais communautaires s'en occupent sans forte résistance hormis celle à laquelle ils sont habitués, à savoir : les adeptes de l'église des Noirs et les 'baba' ou apostolo.

C'est au cours de cette période que la place de l'Afrique, en tant que terrain d'essai des laboratoires occidentaux et orientaux, a été portée à la connaissance du grand public. Toutes les divergences y ont été enregistrées. Celle qui confortait la malléabilité des politiques qui ne voient dans cette grande incertitude l'opportunité de se refaire économiquement. Prendre position en faveur de la

vaccination massive, même si elle n'a plus eu lieu suite à l'hostilité de la population, a alimenté à sa manière des diatribes acerbes. A cet effet, le recours à la pharmacopée locale a compté parmi les stratégies d'autodéfense. Sa popularisation s'est accompagnée d'une intense activité communicationnelle sans précédent.

3.3. Les précautions

Les précautions ou mesures préventives face à une quelconque pathologie compte parmi les premiers conseils que le personnel médical prodigue. Et la population à risque demeure la principale cible. Ils s'étendent à toute la population si le risque représente une réelle menace pour tout le monde. Dans le même temps, la frange de la population, qui s'est déjà infectée, est appelée à observer une ascèse stricte pour éviter des nouvelles contaminations ou des surinfections ; ce qui, vraisemblablement risque de fragiliser davantage son système immunitaire et précipiter fatalement l'inévitable.

Pour le cas de la Covid-19, il semble que les deux orientations se concurrençaient dans l'arène sociale. Comme personne ne pouvait savoir qui est déjà infecté ou non, la sensibilisation partait d'abord de l'idée qu'il fallait se prévenir, par le port des masques faciaux (ou cache-nez), se laver fréquemment les mains, ne plus se tendre les mains en guise de salutation, observer une distanciation sociale d'un mètre ; tandis que pour tout celui ou toute celle qui pouvait tousser, avoir une température corporelle au-delà de la normale, devait se rendre auprès d'un personnel médical ou appeler un numéro vert afin que les équipes mobiles du comité en charge de la Covid-19 viennent l'évacuer pour une prise en charge appropriée.

Dans un tel environnement sanitaire, déjà fragile¹³, devenu encore plus incertain, tous ses refuges devenaient imprenables. Le confinement s'est avéré la mesure phare pour couper de manière drastique la chaîne de contamination à une large échelle. Encore ici, l'activité communicationnelle s'est invitée sur toutes les lèvres en évoquant l'impossibilité de son succès face à la présence d'une population pauvre dont la description, par Lye Mudaba, laisse perplexe :

Kinshasa, en effet, nous semble résumer toutes les utopies, toutes les illustrations, tous les drames mais aussi tous les espoirs typiques d'une ville d'Afrique : promiscuité explosive du passé et du présent, émergence de catégories sociales dirigeantes sur base de l'accumulation primitive capitaliste et sur base du salariat, fracture sociale entre la ville et la campagne, prolétarianisation et paupérisation extrêmes des masses laborieuses ; mais aussi résistance à l'enfermement sociopolitique et à la manipulation du discours officiel dominant, résistance qui a abouti souvent, au moment où personne ne le prévoyait, à des flambées de violence incontrôlables¹⁴.

Afin d'insister en faveur de l'observation du confinement, un des artistes musiciens¹⁵ l'a immortalisé par une chanson dans laquelle il imputait la cause de cette maladie au manque d'amour et de solidarité parmi les humains. Ainsi, « Nzambe asepli te », équivaut à une punition infligée par Dieu contre notre égoïsme. Du reste, le confinement est passé dans l'imaginaire populaire comme

¹³ Waldman, R., *Health in fragile States, Country Case Study : Democratic Republic on the Congo*, Arlington, BASICS/USAID, 2002.

¹⁴ Lye Mudaba Yoka, *op. cit*, p. 44.

¹⁵ Il s'agit de Koffi Olomide ; dans cette chanson, la Covid-19 est présentée comme une punition divine, et que seuls le confinement et une bonne repentance (sincère) seraient la clé, car même les pasteurs, selon lui, ne disposent pas d'antidote approprié contre elle.

une réalité symbolisant la précarité, l'absence de perspective, une excuse polie.

Conclusion

Les occasions quotidiennes qui participent à la profusion langagière dans une communauté donnée sont nombreuses. Du fait seulement de considérer l'accalmie qui caractérise l'après l'occurrence de l'inattendu, le rebondissement qui s'ensuit donne à voir la propension à la recherche de la vérité du pourquoi. Le vide ou le chaos apparent qui s'invite, se dissipe.

Ainsi est-il de la survenue des calamités, aux premiers abords, instaure le tâtonnement dans le chef des victimes et de leurs proches ; et à force de vouloir comprendre les causes, la langue utilisée contribue à renforcer les mesures préventives susceptibles d'armer les locuteurs contre la situation indésirable. D'où la production des énigmes et boutades de toutes sortes.

Ainsi que nous venons de le démontrer sommairement, toutes les calamités qui se sont déclarées tant en Afrique qu'en RDC, ont impacté indubitablement le quotidien des populations. La Covid-19, outre la peur et la psychose qu'elle a engendrées en si peu de temps, elle a encore alimenté des concepts qui enrichissent le parler kinois. Des concepts, qui, pour la plupart, alertent sur la précarité qui s'accroît au même rythme que la dégradation des conditions de vie de la population.

Voilà une occasion que le législateur devait se saisir afin de régler un secteur vital de par son essence, mais aussi par rapport à son apport dans le combat qu'il doit livrer contre les brebis galeuses. Car si le maintien du nouveau rituel de l'accompagnement de ceux qui nous devancent, se déroule désormais dans un climat faste, limitant ainsi des palabres des

dettes après l'enterrement ; c'est un indicateur fort de l'allègement du poids sur une population qui n'a que trop souffert

Bibliographie

- Dictionnaire Le Larousse, 1998.
- Kã Mana, *La R D. Congo est à inventer. Entretien avec Freddy Mulumba Kabuayi, Kinshasa, Editions Le Potentiel, 2008, 47.*
- Lye Mudaba YOKA, *Kinshasa, signes de vie*, Tervuren, Cahiers Africains n°42, 1999.
- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE-PNLP, « *Faire Reculer le Paludisme* » *Contrôle de qualité 2007-2011*, Kinshasa, Juin 2007.
- PERSYN P., et LADRIERE, F., « A Kinshasa, la vie tient du miracle : Nouvelles approches en santé publique », in T. TREFON (sous dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Philippe Laburthe-Tolra et Jean-Pierre Warnier, *Ethnologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 2003.
- PNLP-*Plan stratégique 2007-2011*, p. 23.
- Stéphane Beaud et Florence Weber, « Le raisonnement ethnographique », in Serge Paugam (Sous dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2014, pp. 225-246.
- Dell H. Hymes, *Ethnographie de la communication*,
- Waldman, R., *Health in fragile States, Country Case Study : Democratic Republic on the Congo*, Arlington, BASICS/USAID, 2002.
- Hymes, D. H. (ed.), *Language in culture and society: A reader in linguistics and anthropology*, New York, Harper & Row, 1964.